

La France au Liban, les otages français et les pères jésuites

Par François Boustani

L'histoire du Liban recèle une page lumineuse de l'histoire de France, trop souvent ignorée des Français eux-mêmes. Parler de l'amitié franco-libanaise revient à parler de l'histoire du Liban, tant la France a joué un rôle déterminant dans la destinée de ce pays. De ce passé commun, les Libanais gardent une reconnaissance profonde. Dans mon enfance, les anciens appelaient la France *al-Oum al-Hanoun* — la mère tendre — et mon grand-père paternel ne fumait que des Gauloises ou des Gitanes, refusant obstinément de porter des étoffes anglaises.

Les racines d'une amitié séculaire

Les premiers liens remontent aux croisades. Plus tard, au XVI^e siècle, François I^{er} conclut une alliance avec Soliman le Magnifique contre la maison d'Autriche, selon le principe ancestral : « l'ennemi de mon ennemi est mon ami. » Pour justifier cette alliance avec un musulman — contre nature aux yeux de la papauté —, le roi de France obtient du sultan, par traité, la protection des catholiques de l'Empire ottoman. De cette entente ambiguë naît, selon les termes d'Amin Maalouf, une amitié durable, qui s'enracine particulièrement entre la France et les catholiques de l'empire, et au premier chef les maronites du Liban.

Il faut toutefois attendre la deuxième moitié du XIX^e siècle pour que cette relation franco-libanaise connaisse son véritable épanouissement. Les congrégations catholiques françaises, fuyant les lois sur la laïcité en France, affluent à Beyrouth et y fondent de nombreuses écoles. Les jésuites, rattachés à la province de Lyon, créent en 1875 l'Université Saint-Joseph, que Maurice Barrès qualifia de « phare spirituel de la Méditerranée ». Ces établissements contribuent à l'émancipation intellectuelle des Libanais et donnent naissance à une élite à l'origine de la *Nahda* — la renaissance arabe. Le commandant Charles de Gaulle, en poste à Beyrouth à la fin des années vingt, écrira : « Les religieux chassés par la France recréèrent à Beyrouth une nouvelle France. »

Parallèlement, une épidémie frappant les vers à soie en France pousse les soyeux lyonnais à installer des magnaneries au Mont-Liban. Les montagnards se tournent massivement vers la sériciculture, et à la veille de la Première Guerre mondiale, la moitié des revenus du Mont-Liban provient du commerce de la soie avec Lyon.

La naissance du Liban moderne

L'événement politique majeur reste la création, en 1861, de la Mutasarrifiyya — le territoire autonome du Mont-Liban —, imposée au sultan ottoman par Napoléon III après les massacres de chrétiens par les druzes. Tout en demeurant formellement dans l'Empire ottoman, ce territoire druzo-maronite jouissait d'une large autonomie sous garantie internationale. Pour de nombreux historiens, c'est là que commence véritablement la construction du Liban moderne par la France, bien avant 1920.

À la fin de l'ère ottomane, l'influence française est si profonde que T. E. Lawrence écrit : « Beyrouth serait une ville française sans son port grec et son université américaine. »

Après la chute de l'Empire ottoman, la Syrie et le Liban relèvent de la zone d'influence française selon l'accord Sykes-Picot. Deux projets s'affrontent alors sur l'avenir de la région : celui d'un Grand Liban défendu par les maronites, et celui d'une Grande Syrie incluant le Liban, porté par Fayçal, fils du chérif de La Mecque. L'accord provisoire signé entre Clemenceau et Fayçal prévoyait que le mandat

français s'exercerait sur la Syrie et sur un Liban indépendant, plus petit que le Liban actuel mais plus grand que la Mutasarrifiyya — sans Beyrouth, ni Tripoli, ni l'est de la Bekaa.

De retour à Damas, Fayçal se heurte au refus des Syriens d'accepter l'idée d'un mandat français. Il renonce à signer l'accord définitif et se laisse déborder par les milieux nationalistes. En mars 1920, ceux-ci proclament à Damas le Royaume arabe de Syrie — une monarchie constitutionnelle, avec Fayçal à sa tête —, englobant tout le Levant, y compris le Liban.

Cette décision est fermement rejetée par les autorités françaises et britanniques, qui se réunissent à San Remo pour redessiner la carte de la région — une carte qui diffère de celle des accords Sykes-Picot : Mossoul et la Palestine passent sous contrôle britannique, Clemenceau les ayant cédés entre-temps à Lloyd George.

Pour imposer le mandat français sur l'ensemble Syrie-Liban, le général Gouraud lance un ultimatum à Fayçal. Devant son refus, les troupes françaises entrent à Damas après avoir vaincu les Chérifiens à la bataille de Khan Mayssaloun, le 24 juillet 1920.

Dans les semaines qui suivent, des échanges nourris ont lieu entre Alexandre Millerand, successeur de Clemenceau, et le général Gouraud sur l'avenir de la région. Millerand envisage de partager la zone du mandat en neuf entités, excluant Beyrouth et Tripoli du Liban. Il finit par laisser la décision à Gouraud, qui était sur place. Fin août, ce dernier divise la zone du mandat français en quatre États distincts : l'État du Grand Liban, le Gouvernement de Damas, le Gouvernement d'Alep et le Territoire des Alaouites. Le 1er septembre 1920, il proclame le Grand Liban — qui deviendra six ans plus tard la République libanaise —, en lui donnant les frontières réclamées par le patriarche maronite dans son mémorandum à la Conférence de la paix. Ces frontières s'inspirent d'une carte dressée par l'état-major de l'expédition française de 1861 (voir la carte à la fin de ce texte). À l'époque, la France envisageait déjà de conférer à la Mutasarrifiyya les frontières du Liban actuel, mais s'était heurtée à l'opposition conjointe des Britanniques et des Ottomans.

Il convient de souligner que le général Gouraud repoussa les pressions britanniques — exercées à l'instigation des sionistes — visant à annexer le territoire au sud du Litani à la Palestine. Sans ce refus, le sort des chiïtes du Sud aurait pu ressembler à celui des réfugiés palestiniens.

L'édification d'un État moderne

La puissance mandataire va poser les fondations de l'État libanais moderne : création de l'armée, du cadastre, de la magistrature ; modernisation de Beyrouth avec le tracé de la place de l'Étoile, l'élargissement des avenues, l'agrandissement du port, la construction du Parlement, du musée national, de l'Hôtel-Dieu et de l'aéroport de Bir Hassan. Les réseaux routiers, électriques, postaux, téléphoniques et télégraphiques se développent rapidement. En 1938, Radio Orient inaugure la première radiodiffusion du Levant. En vingt-huit ans seulement, la France transforme une province ottomane ravagée par la famine en un pays moderne doté de toutes les infrastructures d'un État.

Les tensions de 1943 et de 1982

Cette relation singulière, faite de fascination réciproque, a cependant connu deux épisodes de tension souvent passés sous silence : l'un en 1943, lors de l'indépendance du Liban, l'autre en 1982, au moment de l'invasion israélienne.

L'indépendance du Liban, proclamée le 22 novembre 1943, est souvent présentée comme un soulèvement national contre la puissance mandataire. Elle s'inscrit en réalité dans le contexte d'une rivalité franco-britannique et, plus précisément, d'un affrontement personnel entre le général de Gaulle et le général Edward Spears.

Pour comprendre cette séquence, il faut rappeler qu'en 1941, les Français présents au Liban étaient pétainistes, sous le commandement du général Dentz. Ils furent délogés de la Syrie et du Liban par les Britanniques et la France libre. Mais à la Convention de Saint-Jean d'Acre, Vichy remit officiellement ces deux pays aux Britanniques, en excluant tout représentant de la France libre. L'essentiel des troupes françaises fut évacué vers la métropole et la région passa sous contrôle de l'armée britannique. De Gaulle, furieux, réussit à obtenir à nouveau des Anglais un rôle pour la France libre — réduit au maintien de la sécurité intérieure, les Britanniques conservant la défense militaire du territoire. Cette manœuvre irrita profondément Spears, qui soutint alors une alliance entre Béchara el-Khoury et Riad el-Solh dans le but de chasser la France libre du Liban et d'obtenir l'indépendance du pays.

Les Français furent contraints d'organiser des élections législatives en 1943, qui portèrent les indépendantistes au pouvoir. Béchara el-Khoury fut élu président de la République et nomma Riad el-Solh Premier ministre. Le 8 novembre, dans sa déclaration ministérielle devant le Parlement, Riad el-Solh abolit l'article 90 de la Constitution, qui consacrait les pleins pouvoirs à la puissance mandataire. Dans la nuit du 10 au 11 novembre, les autorités françaises firent arrêter les dirigeants libanais et les emprisonner à la citadelle de Rachaya. Leur libération intervint à la suite d'un ultimatum britannique menaçant d'instaurer la loi martiale si les prisonniers n'étaient pas relâchés avant le 22 novembre à dix heures du matin.

De Gaulle, qui envisageait une indépendance du Liban après la fin de la guerre, assortie d'un traité d'amitié de vingt-cinq ans, vécut cette rupture comme un manque de gratitude et un désaveu personnel. Il en garda rancune envers Béchara el-Khoury et Camille Chamoun, jugés trop proches de Londres. En revanche, le général Fouad Chéhab, qu'il avait connu et apprécié lors de son affectation à Beyrouth, est cité dans ses *Mémoires* en termes élogieux.

Le second point de tension survint durant la guerre civile. En 1982, alors que le président Sarkis et son ministre des Affaires étrangères Fouad Boutros espéraient tirer parti de l'invasion israélienne pour affaiblir l'emprise de l'OLP sur Beyrouth, la diplomatie française — sous l'impulsion de Claude Cheysson et de l'ambassadeur Paul-Marc Henry — privilégiait la cause palestinienne au détriment des intérêts libanais, multipliant des interventions inopportunes devant le Conseil de sécurité, que Fouad Boutros dénoncera avec vigueur dans ses mémoires.

Sous Jacques Chirac, la France, amie et protectrice historique des maronites, chercha à établir des relations équilibrées avec l'ensemble des communautés libanaises. Cette politique fut poursuivie par Emmanuel Macron, dont chaque intervention témoigne d'une compréhension fine des réalités libanaises.

Le prix du sang

Cette grande amitié a été endeuillée par de grandes tragédies. Le 23 octobre 1983, un attentat à la voiture piégée contre l'immeuble Drakkar coûte la vie à cinquante-huit soldats français accomplissant une mission de maintien de la paix. D'autres militaires français tomberont sous les couleurs de la FINUL.

Entre 1985 et 1988, la France est secouée par une série d'enlèvements de ses ressortissants au Liban : les diplomates Marcel Fontaine et Marcel Carton, Gilles Sidney Peyroles, directeur du centre culturel de Tripoli, le journaliste et écrivain Jean-Paul Kauffmann, le sociologue Michel Seurat — qui mourra en captivité —, l'équipe d'Antenne 2 composée de Philippe Rochot, Georges Hansen, Aurel Cornéa et Jean-Louis Normandin, dépêchée sur place pour un reportage après la mort de Seurat, ainsi que le journaliste Roger Auque, Camille Sontag et Marcel Coudari.

La guerre civile libanaise n'épargne pas davantage les pères jésuites français. Le père Louis Dumas, soixante-quatorze ans, professeur à la faculté de médecine, est abattu par un tireur embusqué alors

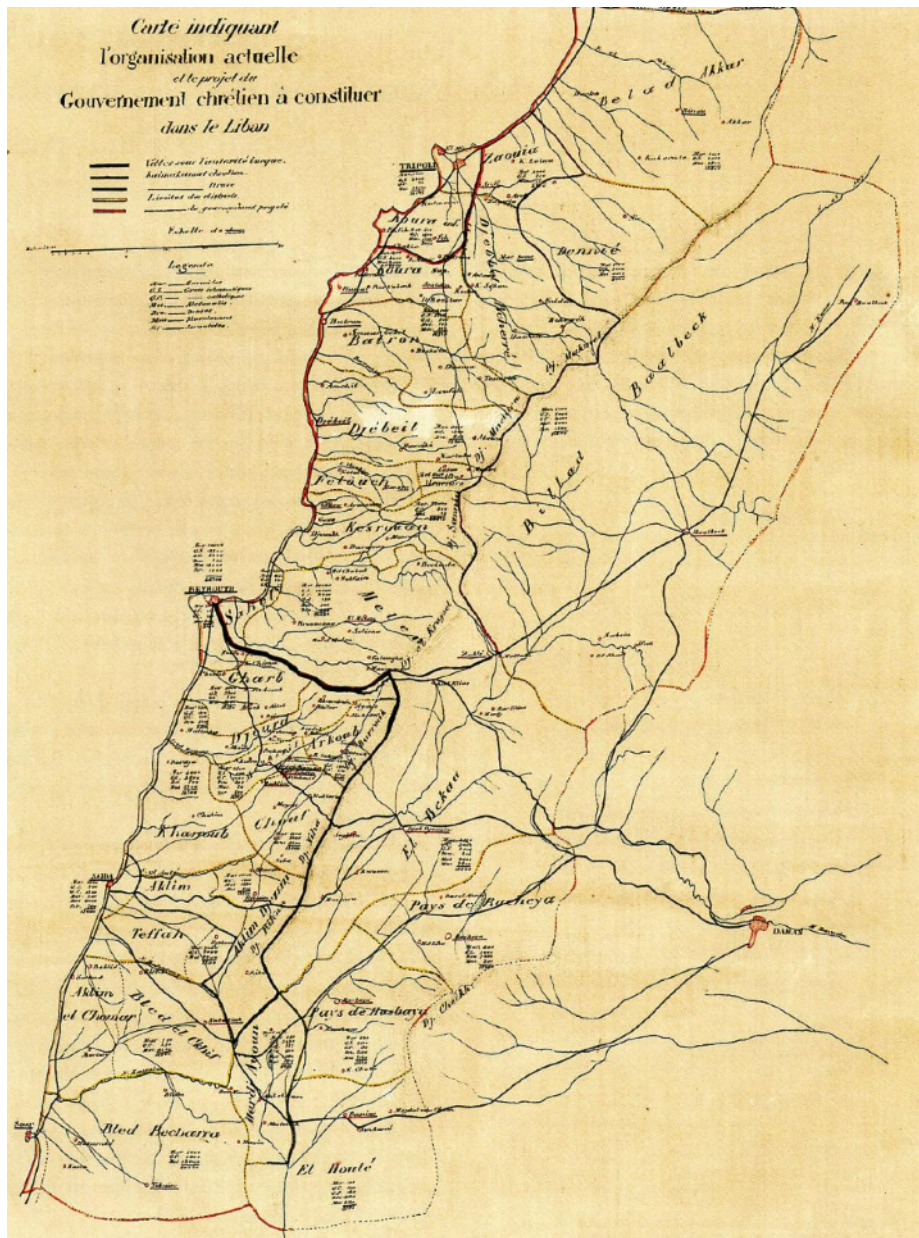
qu'il traverse lentement, appuyé sur sa canne, la rue séparant l'école sociale de la faculté de médecine. Le père Alban de Jerphanion, ancien recteur de l'Université Saint-Joseph et chancelier de l'ESIB, est tué sur la route de l'aéroport. Le père Michel Allard, islamologue reconnu, périt dans un bombardement qui atteint sa chambre.

Un devoir de mémoire

Dans un reportage des années quatre-vingt-dix, Jean-Louis Normandin, de retour à Beyrouth après la guerre, déplorait le refus des Libanais de confronter leur passé. Depuis, des années ont passé, et il est temps que les Libanais reconnaissent cette page sombre de leur histoire. En signe de réparation, le Liban pourrait attribuer à des rues ou à des places publiques les noms des otages français, des victimes du Drakkar, ou encore des pères jésuites tombés durant la guerre civile. Ce serait un acte de justice envers les victimes et un geste d'apaisement pour une mémoire collective encore meurtrie. Ce qui s'est passé à l'époque a été vécu par de nombreux Libanais comme une atteinte à l'essence même du Liban.



Sur la photo, Richard Casey, ministre d'État britannique, accompagné du général Spears, se présenta le 19 novembre 1943, au Grand-Sérail pour remettre au général Catroux un ultimatum exigeant la libération des responsables libanais avant le 22 novembre.



Une carte de 1861, dressée par l'état-major de l'expédition française sous le titre *Projet de Gouvernement chrétien à constituer dans le Liban*, présente des frontières identiques à celles du Liban actuel. En 1919, lors de la Conférence de la paix, le patriarche maronite s'y référa pour revendiquer ces mêmes frontières.